

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Croissance : la croissance chinoise fléchit à 6,2% au T2 2019, au plus bas depuis 27 ans

Activité économique : les dynamiques de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail rebondissent à fin S1 2019

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente de +10,9% en juin contre +10,6% en mai, la croissance des prêts bancaires est ralentie à +13,3% ; la croissance de M2 se stabilise à +8,5% en juin 2019

Immobilier : la hausse des prix ralentit, après 50 mois de hausse consécutifs, le gouvernement prend des mesures pour contenir la bulle immobilière, notamment dans les grandes villes

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Marché des changes : un déficit en devises mensuel en juin 2019, de 19,3Mds USD, niveau le plus important depuis deux ans

Entreprises d'Etat : SASAC a annoncé une troisième vague de transferts de 10% des participations majoritaires de SOEs vers les fonds de sécurité sociale pour un montant total de 522Mds RMB ; 15 SOEs préparent leurs cotations sur SSE STAR Market

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banque : UBS va lancer le premier fonds de fonds en Chine continentale

Finance : les encours chinois de bons du Trésor américains à leur plus bas depuis deux ans

Assurance : les sociétés d'assurance ont accru leurs plans d'investissement au S1 2019 du fait des assouplissements du contrôle sur les investissements des sociétés d'assurance par la CBIRC depuis fin 2018

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce extérieur: nouvelle chute du commerce extérieur chinois au mois de juin

OMC : l'Organe d'appel se prononce sur les mesures compensatoires américaines visant des importateurs chinois

Guerre commerciale : nouvelles tensions sur fond de vente d'armes américaines à Taiwan

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Economie numérique : la plateforme de streaming Douyu réalise la plus importante levée de fonds de l'année pour une entreprise chinoise à New York

Automobile : Renault investit 128,5 M EUR dans une co-entreprise dédiée à la production de véhicules électriques

Politique industrielle : un nouveau plan prévoit d'accélérer les fermetures d'usines pour réduire les surcapacités

Crédit social : le Conseil des affaires de l'Etat précise la marche à suivre

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : la date limite de réception des demandes d'ouverture de compte de commerce sur le marché carbone national est fixée au 19 juillet 2019

Développement durable et transports: établissement d'une zone de contrôle des émissions issues de sources mobiles dans la nouvelle zone de Xiong'an

Transports : le Forum maritime 2019 de Chine s'est tenu le 11 juillet à Ningbo



Infrastructures aéroportuaires : un nouvel aéroport approuvé au Xinjiang

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Commerce extérieur : les exportations et importations de Hong Kong en contraction depuis janvier 2019

Ville durable : signature le 17 juillet d'un mémorandum d'entente entre le Smart City Consortium (SCC), MEDEF international et la Chambre française de commerce et d'industrie (FCCIHK) sur le domaine de la ville durable

Bourse : annonce de l'introduction en Bourse de Home Credit

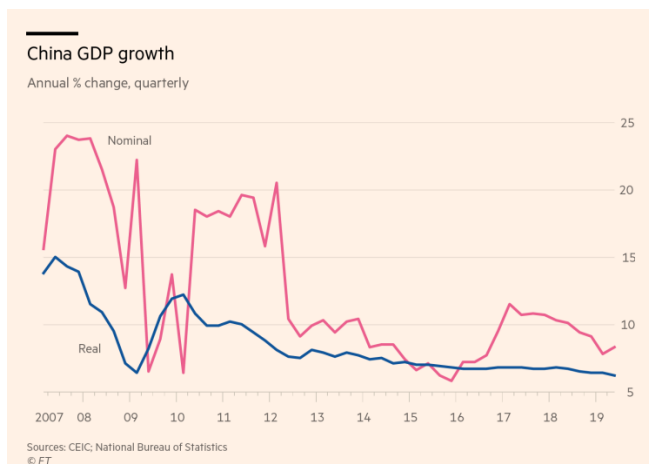


CONJONCTURE

Croissance : la croissance chinoise fléchit à 6,2% au T2 2019, au plus bas depuis 27 ans

Les chiffres de la croissance au second trimestre (T2) 2019 indiquent un ralentissement de la croissance du PIB à 6,2% en glissement annuel (g.a.), soit le chiffre trimestriel le plus bas depuis 27 ans. Les chiffres correspondent à ce que prévoient les analystes, après une croissance de 6,4% au T1 2019. La croissance pour le premier semestre s'établit à 6,3%.

Cette baisse est attribuable à un fléchissement des exportations marquée en juin, une baisse dans le secteur immobilier et de l'investissement. Les exportations sont en baisse de 1,3% en g.a en juin, à 212,8Mds USD, et les importations de 7,3% en g.a. en juin, à 161,9Mds USD. L'investissement immobilier a ralenti à 10,9% en juin en g.a, contre 11,2% en mai en g.a. Les exonérations fiscales décidées par le gouvernement ont permis de soutenir la demande intérieure, malgré les effets de la guerre commerciale avec les Etats Unis et du ralentissement du crédit. Les ventes au détail ont augmenté de



9,8% en juin (contre 8,6% en g.a. en mai) la plus forte hausse mensuelle depuis mars 2018. Il conviendra cependant de noter un effet spécifique du secteur automobile en raison d'un déstockage massif. L'indice de production industrielle est en hausse de 6,3% en g.a. en juin, au-dessus du consensus des économistes (5,2%) et de la croissance en g.a. en mai (5%). Dans un contexte de tensions externes, la croissance chinoise devient plus dépendante de la consommation intérieure et des investissements en infrastructure et immobilier. Les infrastructures et l'immobilier représentent 38% de l'activité au T2 2019, alors que le gouvernement a desserré les critères de financement des projets d'infrastructure.

Pour Pékin, la robustesse de la croissance domestique est un signe de la résilience de l'économie face à la guerre commerciale. Les autorités poursuivent leur politique contra-cyclique budgétaire et monétaire au T2 2019. Cependant, le ralentissement n'est pas terminé. Il ne faut pas exclure la possibilité d'un accroissement du soutien public à l'économie au S2 2019, avant la commémoration du 70^{ème} anniversaire de la RPC, soit par un assouplissement de la politique monétaire ou par l'extension des exonérations fiscales. Le contrôle du niveau d'endettement des agents non-financiers (304% du PIB, soit 40 000 Mds USD, selon les dernières données de l'I.I.F. contre 150% du PIB en 2008) et la politique d'assainissement du secteur financier seraient en contradiction avec un soutien public réitéré à l'économie. Si Washington insiste sur l'effet des mesures de l'administration américaine sur la croissance chinoise, il convient d'insister sur l'impact plus direct du ralentissement chinois, lié en partie à la politique d'assainissement du secteur financier et des mesures sur le système bancaire parallèle.

Pour rappel, l'objectif de croissance fixé par les autorités est de 6% à 6,5% pour l'année 2019. En avril, le FMI avait augmenté sa prévision de croissance pour l'année 2019 à 6,3%, par rapport à une prévision initiale de 6,2% mais l'a ramenée à 6,2% en fin de semaine dernière

Activité économique : les dynamiques de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail rebondissent à fin S1 2019

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +6,0 % en g.a au S1 2019 contre +6,7% au S1 2018 (+6,3 % en juin 2019 (g.a.), contre +5,0 % en mai 2019), tirée notamment par le fort rebond de la croissance de la production de l'industrie minière à +7,3% en juin contre 3,9% en mai et du secteur manufacturier à 6,2% en juin contre 5,0% en mai. A noter que la croissance de la production des entreprises d'Etat remonte à +5,0% au S1 2019 contre +4,5% au T1 2019.

Les investissements bruts en capital fixe ont progressé de +5,8% au S1 2019, un rebond de 0,2 point de base par rapport aux investissements accumulés de janvier-mai 2019 mais un ralentissement de 0,5 point de base par rapport au T1 2019. Dans le détail, les investissements du secteur manufacturier et les investissements en infrastructures ont légèrement rebondi pour atteindre respectivement +3,0% et +4,1% au S1 (contre +2,7% et +4,0% de janvier-mai 2019). Par contre, les investissements immobiliers ont ralenti à +10,9% (contre 11,2% de janvier-mai 2019) du fait que les régulateurs ont récemment restreint le financement immobilier.

Les ventes au détail en valeur ont progressé de +8,4 % en g.a au S1 (+9,8 % en juin (g.a.), contre +8,6 % en mai, le plus haut niveau depuis mars 2018 à 10,1%) principalement tirées par la croissance des ventes du stock de véhicules (+17,2% en juin 2019) avant la mise en œuvre de la réglementation de 6^e génération des standards d'émissions polluantes (GUO LIU) dans 18 villes à partir du 1^{er} juillet. A noter que les ventes au détail en ligne ont fortement crû de +17,8% au S1 2019, contre +15,3% au T1 2019. En outre, la croissance du revenu disponible réel par habitant (déflaté de l'inflation) a ralenti de +6,5% au S1 contre +6,8% au T1.

Le taux de chômage urbain recensé a légèrement augmenté à +5,1% en juin contre +5,0% en mai. Le nombre d'emplois créés en zone urbaine, statistique sujette à caution mais objectif central des autorités politiques pour 2019 dans la conduite de leur politique économique, a atteint 7,37 M au S1, en réalisant 67% de l'objectif pour cette année. Pour mémoire, les objectifs annuels des autorités en matière d'emploi en 2019 sont 11 M d'emplois urbains créés, un taux de chômage urbain recensé inférieur à 5,5%.

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente de +10,9% (g.a.) en juin contre +10,6% en mai, la croissance des prêts bancaires est ralentie à +13,3% ; la croissance de M2 se stabilise à +8,5% (g.a.) en juin 2019

La croissance de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté de +10,9% (g.a.) en juin contre +10,6% en mai. Dans le détail, cette croissance est tirée d'un côté par une nette augmentation des crédits bancaires, à +13,3% en juin, qui est néanmoins ralentie depuis mars 2019 (+13,8%), à noter que les prêts bancaires aux entreprises à court terme se sont significativement accrus (représentant 15,2% des prêts bancaires totaux au S1 2019 contre 9,7% au S1 2018) tandis que les prêts bancaires aux entreprises à moyen et à long terme ont diminué (représentant 36% des prêts bancaires totaux au S1 2019 contre 41,2% au S1 2018); et d'un autre côté par la forte augmentation de *local government special purpose bonds* à +44,7%, qui enregistrent une croissance tendancielle depuis fin 2018 à 32,6%. En outre, le stock de financement *shadow banking* s'est « moins contracté ». Pour mémoire, au sein du *shadow banking* compris dans le TSF — composé des « *banker's acceptance notes* » (-9,6% en juin contre -14% en mai), des « *trusted loans* » (-4,9% en juin contre -6,8% en mai) et des « *entrusted loans* » (-9,9% en juin contre -10,4% en mai), les *entrusted loans* et les *trust loans* ont particulièrement ralenti depuis fin 2017, période durant laquelle ces canaux de financement non-bancaires ont été intégrés aux priorités de la politique de

renforcement du cadre réglementaire conduite par les autorités depuis début 2017. En février, le régulateur bancaire et le Premier ministre avaient souligné l'augmentation des activités d'arbitrage impliquant des acceptations bancaires en janvier, et promis des sanctions contre ces activités qui « pourraient conduire à l'accroissement des encaisses oisives mais aussi à de nouveaux risques cachés ». En février, le stock d'acceptations bancaires avait reculé de -15,7%. Pour rappel, le TSF ne capte pas l'ensemble des activités du « *shadow banking* », et en particulier n'inclut pas une partie importante des « *wealth management products* », contre lesquels les autorités mènent une politique de renforcement de la supervision depuis fin 2016.

La croissance des dépôts bancaires se stabilise à +8,4% en juin (g.a.), équivalente à celle en mai. Les administrations et les institutions financières non-bancaires ont notamment réduit leur épargne bancaire, alors que l'épargne des ménages et des entreprises non financières a continué à croître à un rythme soutenu.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 se stabilise à +8,5% (g.a.) en juin, équivalente à celles constatée en avril et en mai. L'agrégat M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, était jusqu'à cette année un objectif intermédiaire de la politique monétaire chinoise (dernière cible de croissance fixée à +12% en 2017).

Immobilier : la hausse des prix ralentit, après 50 mois de hausse consécutifs, le gouvernement prend des mesures pour contenir la bulle immobilière, notamment dans les grandes villes

Les prix de l'immobilier neuf sont en hausse de 0,6% en juin, contre 0,71% en mai 2019 et 0,62% en avril. Cette modération de la hausse des prix de l'immobilier vient après 50 mois de hausses successives, et alors que le gouvernement tente de contenir cette dynamique.

En moyenne, le prix du mètre carré est de 2 559 RMB, soit une hausse de 24% par rapport au premier semestre 2018. Dans le détail, les prix ont augmenté dans les 63 des 70 villes de Chine continentale suivies par le *National Bureau of Statistics*. Avec une hausse de 0,5%, Shenzhen est la ville la plus dynamique, suivie par Beijing, Shanghai et Guangzhou.

Le gouvernement a pris des mesures pour limiter l'augmentation des prix, notamment des restrictions frappant les développeurs immobiliers sur l'accès aux fonds sur les marchés *onshore* et *offshore*. En mai, la CBIRC a interdit l'accès à des financements directs pour les développeurs ne disposant pas pour leur projet de l'entièreté du capital requis pour le projet. Le régulateur a convoqué 22 sociétés fiduciaires (trusts) le 3 juillet, leur donnant l'instruction de contrôler

la croissance de leurs investissements immobiliers, certaines se voyant notifier une interdiction de toute augmentation de leur exposition à des investissements immobiliers au T3 2019. Fin mai, les investissements des sociétés fiduciaires dans le secteur immobilier représentaient un encours total de





458.2 Mds USD. Fin juin, la PBoC a demandé aux banques commerciales de ne pas baisser le taux d'intérêt des prêts immobiliers. Les gouvernements locaux et municipalités ont utilisé de leur arsenal réglementaire pour contenir le prix de vente d'appartements à venir, comme à Hangzhou. La municipalité de Xian a imposé un délai de 12 mois entre l'obtention d'un permis de résidence (le *hukou*) et la possibilité d'acheter une résidence principale ou secondaire. Cette mesure a pour effet de priver 800 000 personnes à Xian de la possibilité d'acheter rapidement une propriété.

Le secteur immobilier représentait 16,4% du PIB en 2018, et les ventes de terrain représentent plus de 50% des revenus des gouvernements locaux. Entre janvier et mai, les 50 plus grandes villes chinoises ont généré 1 670 Mds RMB en ventes de terrain, en hausse de 13,2% par rapport à l'année précédente.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECONOMIE GENERALE

Marché des changes : un déficit en devises mensuel en juin 2019, de 19,3Mds USD, niveau le plus important depuis deux ans

En juin 2019, les banques ont acheté pour 142,3Mds USD de devises tout en vendant 161,6Mds USD, induisant un déficit mensuel le plus important (19,3Mds USD) depuis juin 2017. Ce déficit en devises était principalement lié à la dépréciation et aux anticipations de dépréciation du yuan. Le yuan est sous pression par rapport au dollar depuis mai en raison de la reprise des tensions commerciales avec les États-Unis. Le yuan a chuté de 2,54% par rapport au dollar en mai, la plus forte baisse mensuelle depuis août 2018. Les facteurs saisonniers ont également joué un rôle dans le déficit de juin. Les entreprises, essentiellement les filiales d'entreprises étrangères, doivent généralement acheter des devises pour payer leurs dividendes au milieu de l'année. La demande en devises pour les voyages et les études à l'étranger augmente également pendant l'été.

Au S1 2019, les ventes nettes de devises étaient 33,2Mds USD, soit un recul du déficit de 52% par rapport au S2 2018. Les banques ont acheté pour 888,3 Mds USD de devises, tout en vendant pour 921,6Mds USD de devises de janvier à juin 2019.

Lors de la conférence de presse de *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* le 18 juillet, WANG Chunying, la directrice du département de la Balance des paiements de la SAFE, a déclaré que la Chine devrait afficher un excédent de son compte courant au deuxième trimestre de cette année et un léger excédent pour toute l'année. L'assouplissement relatif de l'environnement monétaire mondial et l'écart grandissant des taux d'intérêt entre la Chine et les États-Unis seraient plus favorables à la stabilité du marché de changes en Chine.

WANG Chunying a également déclaré que la poursuite de l'ouverture de la Chine aurait un impact positif sur les flux de capitaux transfrontaliers. La SAFE reformera les programmes de QFII et de RQFII afin d'élargir l'ampleur des investissements autorisés aux étrangers sur les marchés financiers de la Chine, et le régulateur envisage d'assouplir ou même d'abroger le quota de QFII qui a été doublé à 300Mds USD au début de l'année. Pour mémoire, cette initiative de réforme sur les programmes de QFII et de RQFII a été annoncée pour la première fois par PAN Gongsheng, administrateur de la SAFE lors du forum de Lujiazui en juin.

Entreprises d'Etat/sécurité sociale : SASAC a annoncé une troisième vague de transferts de 10% des participations majoritaires de SOEs vers les fonds de sécurité sociale pour un montant total de 522Mds RMB ; 15 SOEs préparent leurs cotations sur SSE STAR Market

L'administration de gestion des entreprises d'Etat central (SASAC) a annoncé une troisième vague de transferts en provenance d'entreprises d'Etat (SOE), celles-ci transférant la propriété de 10% de leurs participations majoritaires vers les fonds de sécurité sociale. La 3^e série inclut 35 SOEs pour un transfert de 522 Mds RMB au total, le nombre des SOEs et le montant de transfert ayant fortement augmenté par rapport aux deux premières séries (1^e série : 3 SOEs en mars 2018 ; 2^e série : 15 SOEs en novembre 2018). Ces 53 SOEs pilotes contribuent à un transfert total de 604 Mds RMB.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 18 novembre 2017 le « Plan de transfert de capitaux de l'Etat vers les fonds de sécurité sociale » afin de « répondre à la pression croissante qui pèse sur les caisses de retraite », en raison notamment du vieillissement de la population. Le Plan prévoit à terme le transfert de 10% des participations majoritaires des autorités publiques dans des



entreprises de moyenne et grande taille (sauf « les entreprises à but non-lucratif ou culturelles »), aussi bien au niveau central que local, au fonds de sécurité sociale de l'échelon administratif correspondant. (cf. Brève du 24/11/2017)

A noter qu'au S1 2019, les SOEs ont réalisé un chiffre d'affaires de 14500 Mds RMB, soit une croissance de 5,9% par rapport au S1 2018 ; leurs bénéfices nets ont atteint 704 Mds RMB, soit une augmentation de 8,6%.

En outre, quinze SOEs préparent actuellement leurs cotations sur le *SSE STAR Market* à Shanghai, dont douze concernent le secteur manufacturier, deux concernent le secteur TMT (technologie, média et télécommunication) et une concerne le secteur de recherche et service scientifique. La plus importante de ces 15 SOEs est la *China Railway Signal & Communication Corporation* (CRSC), qui détient une expertise dans la fourniture des systèmes de contrôle sur le transport ferroviaire et a réalisé un chiffre d'affaires de 40Mds RMB en 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Banque : UBS va lancer le premier fonds de fonds en Chine continentale

UBS Asset Management a annoncé le lancement à venir d'un fonds de fonds. La CRSC (régulateur des marchés financiers) a donné son accord pour qu'UBS détienne la majorité des parts dans sa joint-venture, nommée *UBS CN A&Q Diversified Fund of Funds*.

La banque UBS a obtenu en juillet 2017 une licence bancaire pour la gestion de fonds, et a depuis lancé son premier fonds de capital investissement en Chine continentale. Sergio Ermotti (PDG d'UBS) a déclaré que « l'ouverture financière de la Chine représente une opportunité pour nos services de gestion de fortune, de banque d'investissement, et d'asset management ».

Finance : les encours chinois de bons du Trésor américains à leur plus bas depuis deux ans

Le 16/07/2019, le Département du Trésor a publié les statistiques de détention des bons du Trésor américains pour le mois de mai 2019. Les encours chinois de bons du Trésor ont baissé à 1 110 Mds USD, leur plus bas depuis 2 ans. Le mois de mai représente le troisième mois de recul, avec une baisse de 2,8 Mds USD.

La Chine demeure le premier créiteur étranger des Etats Unis, suivie par le Japon (1 100 Mds USD). Les encours chinois représentent environ 5% de la dette des Etats Unis. La détention de bons du Trésor américains par des créiteurs étranger a atteint un sommet, à 6 540 Mds USD.

Assurance : les sociétés d'assurance ont accru leurs plans d'investissement au S1 2019 du fait des assouplissements du contrôle sur les investissements des sociétés d'assurance par la CBIRC depuis fin 2018

Selon *Insurance Asset Management Association of China*, 25 filiales de gestion d'actifs des entreprises d'assurance ont enregistré au total 105 plans d'investissement en actions et en obligations pour 168Mds RMB au S1 2019, soit une augmentation de 21% par rapport au S1 2018. Parmi ceux-ci, on compte 58 plans d'investissement en obligations d'infrastructure pour un montant total de 111Mds RMB, soit une croissance de 41% ; 44 plans d'investissement en obligations d'immobilier pour un montant total de 52Mds RMB, en baisse de 13,5% ; 3 plans d'investissement en actions pour un montant total de 5,2Mds RMB. En outre, trois fonds privé d'assurance ont été également enregistrés pour un montant total de 8Mds RMB.

A fin mai 2019, les actifs totaux d'assurance étaient de 19070Mds RMB, dont les investissements en obligations s'élevaient à 11360Mds RMB, représentant 66,7% des actifs totaux et les investissements en actions à 3850Mds RMB, représentant 22,6% du total. Les investissements en actions par les sociétés d'assurance représentent maintenant 3,1% de la capitalisation boursière totale en Chine, ce qui en fait le deuxième plus important investisseur institutionnel derrière les fonds communs de placement.

La Chine plafonne actuellement les investissements en actions des sociétés d'assurance à 30% de leur actif total. La pondération moyenne des investissements en actions dans l'actif total des sociétés d'assurance étant actuellement de 22,6%, les sociétés d'assurance disposent encore d'une marge en vue d'accroître leur exposition. Le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) envisage de



relever le plafond de 30% afin de permettre aux assureurs de jouer un rôle plus important en tant qu'investisseurs institutionnels sur le marché des capitaux. L'assouplissement du contrôle sur les investissements des sociétés d'assurance pourrait apporter des centaines de milliards de yuans sur le marché des capitaux.

Pour rappel, depuis fin 2018, le CBIRC a pris des mesures pour assouplir les restrictions imposées aux investissements des sociétés d'assurance afin de renforcer la liquidité et de redynamiser le marché des capitaux. En janvier 2019, le CBIRC a publié des règles visant à faciliter l'enregistrement des projets d'investissement en actions et les fonds privés des sociétés d'assurance, par ailleurs, les sociétés d'assurance sont autorisées à investir dans des obligations perpétuelles et des obligations composantes de fonds propres Tier 2 des banques. Par la suite, les assureurs sont également encouragés à investir dans le SSE STAR Market à Shanghai.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : nouvelle chute du commerce extérieur chinois au mois de juin

Selon les derniers chiffres issus des douanes chinoises, les exportations chinoises ont diminué de 1,3% en glissement annuel au mois de juin, et les importations, de 7,3%. Au premier semestre 2019 pris dans son ensemble, les exportations stagnent (+0,1% en glissement annuel à 1,171 Mds USD) tandis que les importations diminuent de 4,3% à 990 Mds USD. Sans surprise, les Etats-Unis sont les plus durement touchés par cette diminution : les exportations chinoises vers les Etats-Unis diminuent de 8% tandis que les importations de produits américains chutent de quasiment 30%. L'excédent commercial chinois vis-à-vis des US augmente de 11%, selon les statistiques chinoises. Sur la même période, les exportations chinoises vers l'UE augmentent de 6% et les importations en provenance de l'UE, de 3,3%.

Guerre commerciale : nouvelles tensions sur fond de vente d'armes américaines à Taiwan

Le ministère chinois des Affaires étrangères a à nouveau condamné l'importante vente d'armes américaines (d'une valeur estimée à 2,2 Mds USD) à Taiwan, conclue par le département d'Etat le 8 juillet dernier. Pékin annonce que « le gouvernement et les entreprises chinoises refuseront toute coopération et échange commercial avec les entreprises américaines impliquées dans cette vente ». Aucune cible ni aucun calendrier n'a pour le moment été précisé.

OMC : l'Organe d'appel se prononce sur les mesures compensatoires américaines visant des importateurs chinois

Le 16 juillet, l'Organe d'appel de l'OMC a publié son rapport dans une affaire portée en 2012 par la Chine au sujet de l'imposition de mesures compensatoires par les États-Unis pour certains produits en provenance de Chine (affaire DS437). La Chine contestait notamment la notion de « présomption réfragable » appliquée par le Département américain du commerce dans 17 enquêtes antisubventions menées entre 2007 et 2012 et visant des produits chinois. Selon Washington, la participation majoritaire des pouvoirs publics serait suffisante pour qu'une entreprise d'Etat soit traitée comme un « organisme public ». L'Organe d'appel s'est prononcé en faveur des Etats-Unis sur ce point. Toutefois, l'Organe d'appel s'est aussi prononcé en faveur de la Chine sur la question de la distorsion des prix des intrants. Le rapport stipule que les Etats-Unis n'ont pas fourni d'éléments suffisants permettant de prouver que l'intervention du gouvernement chinois est à l'origine d'une distorsion des prix du marché des intrants. Le Représentant américain au Commerce (USTR) se réjouit du fait que « les Etats-Unis ont prouvé que la Chine utilise ses entreprises d'Etat pour subventionner et causer des distorsions à son économie ». Néanmoins, il juge que le second point du rapport de l'Organe d'appel « ébranle les règles de l'OMC en amenuisant leur capacité à contrer les subventions fournies par des entreprises d'Etat chinoises qui [...] causent des distorsions sur les marchés mondiaux ». Le ministère chinois du Commerce, de son côté, ne se prononce pas sur le premier point concernant la notion d'organisme public et se contente de se féliciter d'une décision qui « prouve une fois de plus que les Etats-Unis violent les règles de l'OMC et abusent régulièrement des mesures de défense commerciale, ce qui porte atteinte à l'équité et l'impartialité de l'environnement commercial international ».

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : la plateforme de streaming Douyu réalise la plus importante levée de fonds de l'année pour une entreprise chinoise à New York

Le 17 juillet 2019, Douyu, le leader chinois du streaming de jeux vidéo a levé 775 M USD à l'occasion de son introduction à la bourse de New York (Nasdaq). Alors que les prévisions annonçaient un prix situé entre 11,5 et 14 USD par action, le cours s'est finalement fixé à 11,5 USD, au niveau le plus bas de la tranche visée par le groupe. Ces données portent la valorisation totale de Douyu à 3,73 Mds USD. Lancée en 2014, Douyu est soutenue par Tencent (37%). Le géant chinois du numérique, et leader mondial du jeu vidéo, a réalisé un investissement initial de 4 Mds CNY (520 M EUR) dans la start-up en mars 2018 et a depuis injecté de nouveaux financements. Douyu possède plus de 150 millions d'utilisateurs actifs, ce qui en fait l'entreprise leader en termes de visionnages sur ordinateur. La start-up a rapporté un chiffre d'affaires de 1,4 Md CNY (180 M EUR) au premier trimestre 2019 pour un bénéfice net positif de 18,2 M CNY (2,35 M EUR), une première depuis son lancement.

Le streaming de jeux vidéo est en plein essor au niveau mondial, particulièrement en Chine. Cette pratique consiste à regarder, en direct ou en différé, des parties jouées par les meilleurs joueurs, dont les droits de diffusion sont ensuite vendues aux plateformes. Cette industrie est en consolidation en Chine depuis la parution des lois encadrant le streaming en 2016 mais surtout depuis la réforme administrative dont a fait l'objet le régulateur du secteur (mars 2018 – avril 2019), et à la suite de laquelle le groupe Tencent a dû mettre en de nouvelles contraintes concernant l'utilisation de ses plateformes partenaires.

Ce marché est ainsi très disputé en Chine, où Douyu est en compétition avec Huya, une autre entreprise également soutenue par Tencent (31,5%). En position dominante sur le marché du streaming sur mobile, la plateforme Huya, qui avait levé 180 M USD à New York en mai 2018, a pris un léger ascendant sur Douyu au premier trimestre 2019, avec un chiffre d'affaires de 1,6 Md CNY (210 M EUR) et des bénéfices estimés à 63,5 M CNY (8,2 M EUR).

Automobile : Renault investit 128,5 M EUR dans une co-entreprise dédiée à la production de voitures électriques

Annoncée en décembre 2018, la création d'une co-entreprise entre Renault et le constructeur chinois JMEV a été officialisée mercredi 17 juillet par le constructeur français. L'investissement de Renault s'élève à 1 Md CNY (128,5 M EUR), pour une participation qui s'élève à 50%. Il s'agit du quatrième partenariat conclu par Renault en Chine, ses partenaires actuels étant Dongfeng, Brilliance Auto et son allié Nissan. Cet engagement s'inscrit dans la stratégie de la marque française d'atteindre 550 000 véhicules vendus en Chine à l'horizon 2022, contre 216 700 unités en 2018.

Cette nouvelle usine sera dédiée au développement de véhicules à énergie nouvelle (VEN) qui sont, selon la direction du groupe, l'un des axes de développement majeurs de Renault dans le pays. En effet, une autre usine (eGT New Energy Automotive), implantée dans le Hubei et opérée conjointement par Dongfeng, Renault et Nissan, est entrée en service en 2019. Celle-ci produit notamment le modèle K-ZE, un SUV électrique de segment A (mini). De son côté, JMEV, filiale du groupe Jiangling Motors dédiée à la production de véhicules électriques fondée 2015, a vendu 50 000

véhicules électriques en 2018, une croissance annuelle de 32%. La nouvelle co-entreprise avec Renault produira des VEN de milieu de gamme, et donc complémentaires par rapport à K-ZE.

Crédit social: le Conseil des affaires de l'Etat précise la marche à suivre

Le 16 juillet 2019, le Conseil des affaires de l'Etat a présenté 22 recommandations afin d'accélérer la mise en œuvre du système de crédit social (SCS), l'objectif annoncé étant d'« améliorer les mécanismes de régulation et de supervision du marché ».

Prévu pour être opérationnel en 2020, le SCS est déjà largement déployé en Chine pour les entreprises comme les individus, y compris étrangers. La structure actuellement mise en place conjointement par la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et la banque centrale (PBoC) repose sur le partage d'informations entre différentes administrations via une plateforme unique (全国信用信息共享平台), dont la base de données s'enrichit progressivement, afin d'augmenter le niveau de transparence dans l'économie et de responsabiliser les acteurs du marché. De plus, dans le but de réduire le sentiment d'impunité, certaines administrations ont signé des accords de coopération permettant d'appliquer des sanctions conjointes contre les entités ne respectant pas les réglementations en place. Celles-ci sont alors jugées « non-fiables » et sont recensées sur des listes noires publiques. Pour ces dernières, la pression administrative ainsi que l'impact sur la réputation peuvent se révéler très dommageables. Le document présenté le 16 juillet affirme néanmoins clairement la possibilité de faire appel de cette décision auprès des autorités compétentes.

De nombreuses plateformes de crédit social privées ainsi que des programmes locaux ont également signé des accords de coopération avec la NDRC afin d'opérer des partages de données. A l'avenir, la NDRC souhaite s'inspirer de certaines pratiques expérimentées par ces programmes-pilotes, telles que la notation, les incitations ou l'utilisation de l'intelligence artificielle. Ce nouveau document semble donner des indications en ce sens. Il est notamment important de noter la référence à « l'utilisation massive d'Internet+ et du *big data* » ainsi que l'injonction de « promouvoir vigoureusement la supervision de la notation de crédit ».

[Consulter la fiche explicative des nouvelles recommandations du Conseil des affaires de l'Etat \(en chinois\)](#)

Politique industrielle : un nouveau plan prévoit d'accélérer les fermetures d'usines pour réduire les surcapacités

Le 16 juillet 2019, la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a annoncé un « Plan de réforme pour accélérer le système de sortie du marché des acteurs », soutenu par 13 ministères et administrations publiques. Selon l'annonce officielle, cette réforme a notamment pour but de « débloquer les principaux canaux de sortie du marché, réduire les coûts de sortie des acteurs du marché, stimuler la compétitivité et d'améliorer les mécanismes de marché ». La NDRC a par ailleurs déclaré que ce plan s'inscrivait dans la lignée des réformes structurelles de la politique de l'offre, visant notamment à « optimiser les stocks », « prévenir les surcapacités » et « favoriser le climat des affaires » en « rendant le système de faillite chinois plus adapté aux besoins du développement économique ».

Dans les faits, cette annonce semble indiquer une volonté d'accélérer les fermetures d'« entreprises zombies », qui étaient au nombre de 1900 en 2018 d'après la State-owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC, tutelle des entreprises publiques relevant du gouvernement



central). Cette appellation désigne des entreprises non-rentables dont la production est artificiellement maintenue *via* des subventions des autorités locales, pour des raisons souvent politiques ou sociales (maintien de l'emploi). Ces unités de production engendrent fréquemment des surcapacités dans certains secteurs, tels que l'acier. Il est à noter que cette annonce intervient alors même que les chiffres mensuels de la croissance chinoise (6,2%) annoncés lundi 15 juillet se sont établis à leur plus bas niveau historique.

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : la date limite de réception des demandes d'ouverture de compte de commerce sur le marché carbone national est fixée au 19 juillet 2019

Suite à l'annonce publiée par le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), le 28 mai dernier, concernant l'enregistrement des unités de compte du secteur de la production d'électricité au sein du marché carbone national en Chine, chaque Bureau provincial de l'écologie et de l'environnement est tenu de soumettre ses contributions avant le 19 juillet 2019 au Département du changement climatique du MEE (version électronique) ainsi qu'au National Center for Climate Change Strategy and International Cooperation (dossier papier)

Cela vise en particulier les unités du secteur de la production d'électricité dont les émissions annuelles ont dépassé au moins une fois, entre 2013 à 2018, le seuil de 26 000 tonnes CO₂-eq (soit l'équivalent d'une consommation de 10 000 tonnes charbon standard). En outre, les Bureaux provinciaux de l'écologie et de l'environnement doivent également soumettre leur demande d'ouverture du compte de commerce dans le registre du marché carbone national, pour chaque unité concernée.

Comme envisagé par le « Plan de la construction du marché carbone national destiné au secteur de l'électricité », rendu public en décembre 2017, la finalisation de l'ouverture du compte des entreprises du secteur de l'électricité et des centrales est l'achèvement d'une première phase de la construction du marché carbone national. Une deuxième phase débutera à son issue, avec des tests et simulations de transactions.

Développement durable et transports : établissement d'une zone de contrôle des émissions issues de sources mobiles dans la nouvelle zone de Xiong'an

Le 15 juillet dernier, le Comité de gestion de la nouvelle zone de Xiong'an a publié une « Notification d'établissement d'une zone de contrôle des émissions issues des sources mobiles dans la nouvelle zone de Xiong'an ». Il s'agit de la première zone de contrôle des émissions de sources mobiles en Chine

Cette zone de contrôle couvre l'ensemble de la nouvelle zone Xiong'an et cible principalement les émissions issues des engins mobiles non routiers (en anglais : non-road mobile machinery NRMM), mais aussi des poids-lourds diesel et des véhicules légers (automobiles). A compter du 15 juillet, tous les NRMM utilisés par les travaux de construction et par l'industrie devront se conformer aux normes fixées pour la protection de l'environnement. D'ici fin 2020, les transports publics et les transports de marchandises dans la nouvelle zone de Xiong'an devront utiliser des sources d'énergies renouvelables.

Transports : le Forum maritime 2019 de Chine s'est tenu le 11 juillet à Ningbo

Le Forum maritime de Chine, qui s'est tenu le 11 juillet 2019 à Ningbo (province du Zhejiang, mer de Chine orientale), en est à sa 15^{ème} édition. A cette occasion, le Ministère des transports, le Ministère des ressources naturelles, le Ministère des affaires étrangères et d'autres institutions gouvernementales, ont fait une déclaration commune pour réaffirmer leurs objectifs mutuels en matière de développement du secteur maritime chinois et de promotion de l'inter-connectivité, dans le cadre de l'ouverture de la Nouvelle Route maritime de la Soie. Le 5^{ème} Forum de coopération internationale entre les ports de la Route maritime de la Soie s'est tenu en parallèle.

Pour mémoire, selon le rapport annuel datant de 2018 sur le développement portuaire mondial, publié par Shanghai Shipping Institute, sept ports chinois, notamment les ports de Shanghai, de Ningbo-Zhoushan et de Shenzhen, se sont classés parmi les 10 premiers ports mondiaux en termes de capacité de chargement et de déchargement en EVP (équivalent vingt pieds).



Infrastructures aéroportuaires : un nouvel aéroport approuvé au Xinjiang

La NDRC a approuvé la construction d'un nouvel aéroport dans le comté de Yutian, à 1 300 kilomètres de la capitale de la région autonome du Xinjiang, Urumqi. Le projet de 760 million de RMB (110M USD) sera cofinancé par l'Etat central (228M RMB), le *Civil Aviation Development Fund*, organe de l'Administration de l'aviation civile (380M RMB) et enfin le gouvernement local (152M RMB).

Cet aéroport, conçu pour accueillir 180 000 passagers et 400 tonnes de fret par an avec un terminal de 3 000m² et une piste de 3,2km de long, participe du plan de développement aéroportuaire au Xinjiang qui devrait compter jusqu'à 33 aéroports d'ici 2025, soit douze de plus qu'aujourd'hui (21). Selon les autorités chinoises, cette nouvelle infrastructure aura vocation à désenclaver la région, à accroître les flux de tourisme et à développer le transport de fret, sur cette étape des Nouvelles Routes de la Soie.

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

Commerce extérieur : les exportations et importations de Hong Kong en contraction depuis janvier 2019

Au cours des cinq premiers mois de 2019, les exportations et importations hongkongaises de biens (en valeur) ont diminué de 2,4% et 3,9% respectivement par rapport à la même période l'an dernier, et pour le mois de mai en particulier, de 2,4% et 4,3% respectivement. Les exportations vers les Etats-Unis ont ainsi chuté de 15%, tandis que celles vers la Chine continentale ont baissé de 4,1% par rapport à mai 2018. Les importations en provenance des Etats-Unis ont augmenté de 2,1%, tandis que celles en provenance de Chine ont baissé de 4% par rapport à mai 2018. Dans le même temps, les exportations vers l'Inde ont augmenté de 8,9%.

Bourse : annonce de l'introduction en Bourse de Home Credit

Après les reports des IPO du promoteur immobilier ESR Cayman puis de la branche asiatique d'AB InBev, au motif que les conditions actuelles du marché n'étaient pas optimales, Home Credit, spécialisé dans le crédit à la consommation très présent en Chine continentale, a indiqué son intention de s'introduire à la Bourse de Hong Kong avant la fin de l'année 2019. La société espère lever jusqu'à 1 Md USD. Citigroup, HSBC et Morgan Stanley agiront au titre de co-commanditaires. Cette annonce pourrait être, selon les analystes, une façon de tester l'appétit des investisseurs, dans un contexte de ralentissement du nombre de cotations en bourse depuis quelques semaines, en lien avec les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, le ralentissement de la croissance en Chine et les manifestations à Hong Kong contre le projet de loi d'extradition depuis mi-juin.

Six sociétés ont en outre fait leurs débuts à la Bourse de Hong Kong en ce début de semaine : Zhongliang Holdings Group (basée à Shanghai), Kelfred Holdings (basée à Hong Kong), Contel Technology (basée à Dhaka), Platt Nera International (basée à Bangkok), Edvantage Group Holdings (basée en Chine) et Kimou Environmental Holding (basée en Chine). Ces opérations leur ont permis de réunir un total de 4,4 Mds HKD (soit plus de 500 M USD), ce qui porte le total des levées de fonds de Hong Kong à 74 Mds HKD (soit environ 9,4 Mds USD) depuis le début de l'année.

Ville durable : signature le 17 juillet d'un mémorandum d'entente entre le Smart City Consortium (SCC), MEDEF international et la Chambre française de commerce et d'industrie (FCCIHK) sur le domaine de la ville durable

Les trois partenaires ont signé un mémorandum d'entente pour renforcer les liens bilatéraux sur les sujets de la ville intelligente (transport intelligent, cyber-sécurité, green building, etc.). A l'occasion de cette signature, une conférence sur la mobilité a été organisée par le SCC et le Service économique de Hong Kong. De nombreux acteurs français (ADP Ingénierie, Dassault Systèmes, Orange, RATP Transdev, SNCF, Thalès..) et hongkongais (MTR, HK Airport Authority, HKTelecom, OGCIO...) ont échangé autour des enjeux des villes de demain (géomatique, nouveaux modes de transport, ville connectée...).

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Antoine Martin, Antoine Moisson, Furui Ren, Ghislain Lunven de Chanron, Lianyi Xu, Estelle Jacques, Thomas Harbor, Maxime Sabourin

Revu par : Pierre Martin, Estelle Jacques, David Karmouni, Dominique Grass, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux